

## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

#### SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre le **26 septembre à 18 H 00**, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis à la salle des Fêtes de MAROLLES, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 20 septembre 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

**Etaient présents** : MM. CAPPÉ, FORMET, DHYÈVRE, DULIEUX, Mme GUÉRY, MM. COTTON, DELCOMBEL, MATHIEU, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. MALOU, CASTAGNA, MAUTRAIT, LAVEFVE (suppléant de M. CHAMPION), GÉRARD, DESANLIS, DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme GEOFFROY, MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS (à partir de 18h40), BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, MM. MOUTON, BURCKEL, Mme VÉGA, MM. TINDILLIÈRE, GONTHIER, FONTAINE, Mme COLSON, MM. ROCH (jusqu'à 21h30), BEAUJOIN, Mme GOUILLY, MM. TRIOLET, EL GHALLOUSSI.

**Absents excusés** : M. LONCLAS, Mme PARNISARI, MM. FORTIN, THIÉBAULT, Mme FELICETTI, M. DESCHAMPS, Mmes KARCENTY, COLLIN, JACQUEMOT, SERRE, M. HMISSI, Mme BAUMEL, M. CARDOSO, Mmes PARIS, BERTIN, MUNSTER, GOLLÈS, M. ERRE.

**Absents** : MM. NICOULEAUD, VEBER, LANTERNAT, DUCHÊNE.

16 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ M. LONCLAS, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. CAPPÉ,
- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à Mme ARMANETTI,
- ✓ Mme FELICETTI donne pouvoir à M. DELCOMBEL,
- ✓ M. DESCHAMPS donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ Mme KARCENTY donne pouvoir à M. GÉRARD,
- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. ROCH donne pouvoir à M. BEAUJOIN à partir de 21h30,
- ✓ Mme SERRE donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ Mme BAUMEL donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL,
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE.
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLSON,
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

## FINANCES

### PACTE FINANCIER ET FISCAL – ADOPTION

Rapporteur : Monsieur le Président

Mes cher-e-s collègues,

Monsieur le Président rappelle que par délibération n°108 du 10 décembre 2021, le Conseil de Communauté a décidé d'engager une démarche visant à l'adoption d'un pacte financier et fiscal.

Avec l'assistance du cabinet conseil *Trait Public*, s'est alors engagé un travail préparatoire, qui, lancé en 2022, s'est étagé sur les années 2023 et 2024.

En effet, au-delà de répondre à une obligation légale, la volonté des élus communautaires était d'élaborer un dispositif permettant de confirmer la solidarité territoriale et optimiser l'action locale.

De fait, la construction d'un pacte financier et fiscal, par la remise à plat des relations communes/communauté induite, apparaissait comme un outil adapté au contexte financier national et local.

Trois phases se sont ainsi succédées :

1°/ partant de l'état des lieux, il a d'abord été réalisé, en bureau communautaire, un diagnostic de l'existant financier et fiscal des collectivités de notre territoire, qui a aussi permis de préciser nos attentes (janvier-février 2023).

2 / ce diagnostic a ensuite été confronté aux réalités du fonctionnement des collectivités du bloc communal aux fins de préciser, confirmer, voire infirmer les constats, sous la forme, d'abord, de rencontres individuelles des Communes (32 Communes ont ainsi été rencontrées), puis, de 3 ateliers de travail rassemblant 25 participants, élus volontaires.

C'est donc par une démarche active des représentants du territoire que nous avons pu prendre la mesure de nos attentes comme des enjeux du territoire en vue de co-définir les objectifs et actions du pacte financier et fiscal (mars-mai 2023).

Ces deux premières phases ont permis d'identifier nos attentes :

- solidarité entre les collectivités du territoire ;
- optimisation des ressources ;
- mutualisation des achats et de temps d'agents ;
- communication pour une meilleure visibilité externe et un partage des informations en interne pour plus de transparence ;
- protection des équilibres financiers du bloc communal.

Ces attentes ont été ensuite traduites en cinq objectifs à mettre en œuvre dans le cadre du pacte financier et fiscal, dans sa première période d'application, soit sur les exercices 2024, 2025 et 2026 :

- réduire les disparités de charges et de recettes entre nos communes ;
- accompagner l'intervention des collectivités en matière d'équipement sur le territoire ;
- mettre en commun les moyens afin d'optimiser l'exercice des compétences intercommunales, le fonctionnement des services et rationaliser les coûts ;
- confirmer le niveau d'intégration intercommunale ;
- poser les conditions d'un pilotage performant des interventions publiques sur le territoire Vitry Champagne et Der.



3°/ ainsi, a pu s'engager la dernière phase d'élaboration du pacte financier et fiscal (juin 2023-septembre 2024), conduisant à la définition des actions appelées à le composer :

- mise en place d'un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents ;
- optimisation des recettes d'investissement des communes ;
- accentuation de la mutualisation des achats entre collectivités du territoire ;
- mutualisation d'un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux ;
- stabilisation du niveau des attributions de compensation en dehors des cas de transfert ou restitution de compétence ;
- rappel des principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence ;
- mise en place d'une programmation pluriannuelle des dépenses intercommunales.

Aujourd'hui, il nous revient donc d'adopter le pacte financier et fiscal, dont le projet est ci-annexé.

Vu l'avis favorable du bureau de communauté en date du 10 septembre 2024,

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le pacte financier et fiscal de la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER couvant la période 2024-2026 ;

2°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération ;

3°/ inviter les Communes membres à adopter, dans les mêmes termes que l'assemblée communautaire, le pacte financier et fiscal de la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER.

La délibération est adoptée

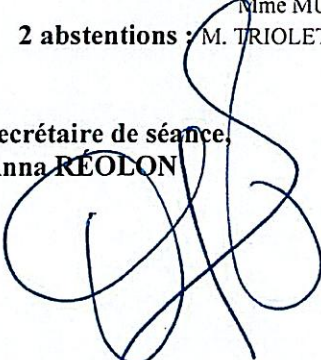
par : **50 avis favorables,**

**4 avis contraires :** Mme GEOFFROY, M. LOISELET,  
Mme MUNSTER (pouvoir), M. EL GHALLOUSSI,

**2 abstentions :** M. TRIOLET, Mme GOLLÈS (pouvoir).

La secrétaire de séance,

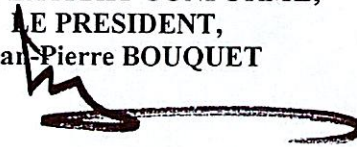
Anna REOLON



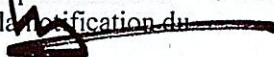
POUR EXTRAIT CONFORME,

LE PRESIDENT,

Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 8 OCT. 2024  
et de la publication le - 8 OCT. 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER : Séance du Conseil de Communauté du 26 septembre 2024



## Préambule

Le présent document, fruit des réflexions et de travaux collectifs menés en 2023 et 2024 pour répondre initialement à une obligation législative<sup>1</sup>, rend compte de la volonté des décideurs locaux d'établir un « outil » à la fois stratégique et opérationnel nécessaire au développement du territoire Vitry Champagne et Der.

Dès la première rencontre, il a été rappelé que lors de la création le 1<sup>er</sup> janvier 2013 de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER par la fusion des communautés de communes de Vitry-le-François, du Mont-Moret et des Quatre Vallées ainsi que de l'adjonction des communes isolées de COUVROT et MARGERIE-HANCOURT, et en dehors de toute démarche de Pacte financier et fiscal, les représentants élus du territoire avaient établi les « fondamentaux » d'une solidarité entre collectivités notamment au travers des choix suivants :

- L'établissement de fonds de concours « descendants » (de la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER vers les communes membres) et « ascendants » (des communes vers la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER) liés, d'une manière générale, à certaines opérations d'équipement, retenues par les assemblées délibérantes et de manière spécifique aux bâtiments scolaires communaux mis à disposition de la Communauté de communes ;
- Le recours à un mode « libre » ou « dérogatoire » d'évaluation des transferts de charges pour fixer les attributions de compensation et ainsi tenir compte de la spécificité de certaines situations communales au moment des transferts de compétences ;
- Le reversement d'uné quote-part (30 % [valeur fixée par la CLECT, à partir de 2023, à la valeur de l'AC 2022]) du produit intercommunal d'IFER éolien aux communes d'implantation avant l'évolution introduite par la loi de finances pour 2019<sup>2</sup> ;
- L'optimisation des charges de personnel intercommunales par la mutualisation du temps d'agents avec l'administration de la Ville centre.

De cette base commune, au travers des échanges et de la mesure des enjeux de l'action publique au niveau local, il a été convenu de « penser » et de définir un outil simple, souple et évolutif destiné à confirmer la solidarité territoriale et optimiser la performance de l'action publique<sup>3</sup>.

Le Pacte financier et fiscal Vitry Champagne et Der est par conséquent conçu comme un outil de gestion dynamique du territoire, organisant :

- Une solidarité financière entre les collectivités ;
- Une série d'initiatives destinées à sécuriser la continuité de l'action publique ;
- Une nouvelle approche de la gouvernance financière au sein du bloc communal.

Le présent Pacte concentre ainsi les accords financiers et fiscaux nécessaires à la mise en œuvre des projets portés par les collectivités.

<sup>1</sup> Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, Article 30.

<sup>2</sup> Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, Article 178.

<sup>3</sup> La notion de bloc communal renvoie à la Communauté de communes Vitry Champagne et Der et ses 35 communes membres.



Prévu pour une première période triennale (2024-2026) il peut évoluer annuellement, selon les choix des décideurs locaux, en fonction des priorités retenues, en lien avec les équilibres financiers tant nationaux que locaux.

## Sommaire

I. Les « fondamentaux » du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der	4
A. La méthode de travail du Pacte	4
B. Les attentes et objectifs poursuivis par le Pacte	4
C. Les principes « socles » du Pacte	5
II. Les actions du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der	6
A. Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents (action 1)	6
B. Optimiser les recettes d'investissement des communes (action 2)	8
C. Accentuer la mutualisation des achats entre collectivités du territoire (action 3)	10
D. Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux (action 4)	11
E. Stabiliser le niveau des attributions de compensation en dehors des cas de transfert ou restitution de compétence (action 5)	12
F. Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence (action 6)	13
G. Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses intercommunales (action 7)	14
III. Le calendrier du Pacte financier et Fiscal de Vitry Champagne et Der	14
IV. La gouvernance du Pacte Financier et Fiscal de Vitry Champagne et Der	15
V. Annexe 1. Reversement en fonctionnement Année 1	17

## I. Les « fondamentaux » du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der

### A. La méthode de travail du Pacte

La méthodologie retenue pour établir le Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der repose sur les principes suivants :

- Transparence des données, des échanges et des documents ;
- Ecoute individuelle et collective des représentants du territoire ;
- Participation active des décideurs, réunis dans les différents formats d'instance et des représentants de l'administration intercommunale ;
- Co-définition des attentes, des enjeux du territoire, des objectifs et des actions du Pacte.

Trois temps (étapes) ont permis d'intégrer et d'affirmer ces principes méthodologiques :

- Temps 1 – Réalisation d'un état des lieux de l'existant (janvier 2023-février 2023)
- Temps 2 – Evaluation des enjeux, des attentes des collectivités du territoire et identification des objectifs du pacte (mars 2023-mai 2023).
- Temps 3 – Définition du Pacte financier et fiscal Vitry Champagne et Der (juin 2023-septembre 2024).

Dans le cadre de ces trois temps et systématiquement, les représentants de l'intercommunalité et de ses communes membres ont été invités, associés aux travaux au travers des rencontres suivantes :

- 5 réunions du Bureau communautaire (8 février 2023, 5 avril 2023, 16 mai 2023, 4 juillet 2023, 7 mai 2024) ;
- 3 réunions de Conférence des Maires (28 février 2023, 6 avril 2023, 20 juin 2024) ;
- 32 rencontres bilatérales avec les Maires de communes membres, adjoint et/ou secrétaire de Mairie (1<sup>er</sup>, 2, 3, 28 mars et 7 avril 2023) ;
- 3 ateliers de travail associant 25 représentants élus, volontaires de la Communauté de communes et de ses communes membres (6, 7 et 8 juin 2023).

### B. Les attentes et objectifs poursuivis par le Pacte

Plusieurs attentes ont été identifiées sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023, en termes de :

- Solidarité entre les collectivités du territoire ;
- Optimisation des ressources ;
- Mutualisation des achats et de temps d'agents ;
- Communication pour une meilleure visibilité externe et un partage des informations en interne pour plus de transparence ;
- Protection des équilibres financiers du bloc communal.

Une traduction de ces attentes a permis d'assigner au présent Pacte financier et fiscal, cinq objectifs à satisfaire sur la première période d'application à savoir sur les exercices 2024, 2025 et 2026 :

1. Réduire les disparités de charges et de recettes entre communes du territoire ;
2. Accompagner l'intervention des collectivités en matière d'équipement sur le territoire ;
3. Mettre en commun les moyens afin d'optimiser l'exercice des compétences intercommunales, le fonctionnement des services et rationaliser les coûts ;
4. Confirmer le niveau d'intégration intercommunale ;
5. Poser les conditions d'un pilotage performant des interventions publiques sur le territoire Vitry Champagne et Der.

Le suivi, l'évaluation et l'actualisation des objectifs du Pacte est prévue annuellement dans le cadre de la gouvernance à mettre en place sur la période 2024-2026.

### C. Les principes « socles » du Pacte

Plusieurs principes « socles » structurent le Pacte :

- **Création d'une solidarité Communauté de communes / communes** soutenant les interventions en fonctionnement de ces dernières, voire la reconstitution de leur niveau d'épargne (ex : mise en place d'un mécanisme de redistribution en fonctionnement vers certaines communes sur la base d'indicateurs mis à jour annuellement) ;
- **Optimisation des recettes communautaires par la mobilisation des sources de financement déjà fléchées** (ex : enveloppe financière initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre optique, activation de leviers fiscaux disponibles à l'exclusion du recours au taux de fiscalité directe intercommunale, ...) ;
- **Maîtrise du taux d'épargne nette intercommunal** sur son budget principal ;
- **Maîtrise de l'encours de la dette consolidée de l'intercommunalité** afin de garantir une capacité de désendettement ;
- **Maîtrise du coût annuel et à venir des politiques communautaires** (ex : poursuite de l'exercice des compétences communautaires sur la base des ressources transférées historiquement, mise en place d'une programmation pluriannuelle en investissement comme en Fonctionnement) ;
- **Poursuite d'une solidarité Communauté de communes / communes au travers de la mise à jour de la politique des fonds de concours communautaires** si les ressources intercommunales le permettent.

## II. Les actions du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der

### A. Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents (action 1)

#### 1. Proposition

Instituer à compter de l'exercice 2024 un fonds d'accompagnement en fonctionnement vers les communes satisfaisant deux critères cumulatifs :

- Critère 1 : Présenter un effort fiscal supérieur à la moyenne des efforts fiscaux des communes membres de l'intercommunalité ;
- Critère 2 : Présenter un indicateur de ressources élargi<sup>4</sup> (IRE), complété par le solde FPIC<sup>5</sup>, inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des communes membres.

Les données utilisées pour procéder au calcul de la répartition du fonds sont :

- Pour l'indicateur de ressources élargi (IRE), les données publiées l'année précédant son versement par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'Etat<sup>6</sup> ;
- Pour le FPIC, les données correspondant à la répartition du solde FPIC par commune présentées par la délibération du Conseil communautaire actant la répartition du FPIC l'année précédant le versement du fonds.

Il est convenu que les données nécessaires au calcul de la répartition du fonds soient mises à jour chaque année, dès publication ou communication par les services compétents de l'Etat.

#### Année 2024

Il est proposé de retenir une enveloppe financière de 300 000 € (montant maximum) à répartir entre les communes satisfaisant les critères précités compte tenu des données publiées en 2023.

La répartition de ce fonds d'accompagnement entre les différentes communes membres pour l'année 2024 est communiquée en Annexe I du présent document.

<sup>4</sup> Code Général des Collectivités Territoriales, Article L.2334-4-IV Alinéa 2 : « L'indicateur de ressources élargi d'une commune est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ou de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-13 du présent code. Il est augmenté, le cas échéant, des versements reçus des fonds départementaux ou métropolitains en application du II de l'article 1649 A du code général des impôts ».

<sup>5</sup> Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes.

<sup>6</sup> Les données utilisées pour le calcul et la répartition du fonds sont des critères de répartition des dotations publiés par les services de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) au printemps de chaque année. Ces données sont librement accessibles sur le site : <http://www.donations-dgcl.interieur.gouv.fr>

#### Années suivantes

Il est proposé que le montant de l'enveloppe dédiée au fonds soit maintenu sous réserve d'un montant suffisant des ressources mobilisées pour bonne application du Pacte à savoir :

1. L'enveloppe intercommunale initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre sur le territoire ;
2. Une quote-part (40%) des enveloppes communales dédiées au financement du déploiement de la fibre ;
3. Le produit supplémentaire généré par l'optimisation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) ;
4. Le produit d'une nouvelle taxe instituée par l'intercommunalité dès les premières années d'application du présent Pacte : La Taxe sur les Fiches Commerciales (TFC) ;
5. Le produit de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) instituée à l'échelle intercommunale déduction faite de la compensation du produit de TLPE perçu initialement par la Ville de Vitry-le-François en 2024 ;

Selon l'effectivité des ressources réellement perçues, l'enveloppe peut être réajustée en conséquence (hors première année d'application du Pacte).

#### 2. Objectif(s) poursuivi(s)

Soutenir les communes qui présentent une faiblesse de recettes de fonctionnement, objectivée au regard de la moyenne constatée, sur l'ensemble des communes membres de l'intercommunalité.

#### 3. Conditions de mise en œuvre de l'action

Il est convenu de mettre en œuvre la présente action au travers des étapes suivantes :

- La révision dite « libre » des attributions de compensation des communes membres<sup>7</sup> avec restitution aux communes de 60% de l'enveloppe annuelle initialement dédiée à la fibre (période 2019 – 2023) et affectation du solde (soit 40%) vers le fonds.
- La réaffectation du montant de l'ancienne enveloppe intercommunale dédiée au déploiement de la fibre sur le territoire vers le fonds d'accompagnement aux communes.
- La mobilisation de nouvelles ressources nécessaires au financement du fonds par délibération du Conseil communautaire prise avant le 1<sup>er</sup> octobre<sup>8</sup> et avant le 1<sup>er</sup> juillet<sup>9</sup> de l'année sur le territoire des communes membres.

#### 4. Suivi de l'action

Un suivi de l'action sera réalisé par un représentant du service finances de l'intercommunalité et présentée à l'instance de gouvernance du Pacte. Ainsi, les membres de l'instance dédiée pourront disposer d'une vue des actions, des initiatives, des projets rendus possibles et/ou accompagnés par le fonds d'accompagnement sur l'année de versement.

<sup>7</sup> Code Général des Impôts, Article 1609 nonies C V 1<sup>er</sup> bis.

<sup>8</sup> Modulation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) et institution de la Taxe sur les Fiches Commerciales (TFC) par l'intercommunalité.

<sup>9</sup> Institution de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) par l'intercommunalité.



## B. Optimiser les recettes d'investissement des communes (action 2)

### 1. Proposition

Poursuivre l'accompagnement financier de projets communaux au travers d'un dispositif de fonds de concours « mis à jour » et sous deux conditions cumulatives :

1.1 Que les projets communaux répondent aux conditions de fond et de forme prescrites par le nouveau règlement de fonds de concours à venir.  
ET

1.2 Que les ressources intercommunales sur les premières années d'application du présent Pacte financier et fiscal le permettent ;

Un règlement de fonds de concours sera donc travaillé à compter du dernier trimestre 2024, qui précisera les conditions de fond et de forme du nouveau dispositif.

Ensuite, une analyse financière prospective sera engagée avant le 31 décembre de chaque année, afin de déterminer les capacités, notamment financières, de l'intercommunalité à soutenir l'équipement des communes.

### 2. Objectif(s) poursuivie(s)

Soutenir les communes membres de l'intercommunalité dans leurs projets d'équipement.

### 3. Conditions de mise en œuvre

La réalisation de l'action repose, comme il a été vu, sur plusieurs étapes :

#### 1. Procéder à la définition d'un règlement de fonds de concours

Un règlement de fonds de concours sera établi par les services compétents de l'intercommunalité afin de préciser :

- a. Le cadre juridique et comptable du dispositif ;
- b. L'enveloppe financière et sa répartition ;
- c. Les modalités d'attribution et de gestion des fonds de concours
  - i. Les conditions générales d'éligibilité (dont condition liée à l'objet du projet présenté) ;
  - ii. Les conditions de dépôt des demandes d'aide ;
  - iii. Les conditions d'examen et d'instruction des projets ;
  - iv. Les conditions d'attribution et de formalisation ;
  - v. Les modalités de versement ;
  - vi. Les règles de caducité, résiliation et cas de restitution
  - vii. Le formulaire de demande d'aide à adresser à l'instance décisionnelle (Commission spéciale)

#### 2. Réaliser une analyse financière consolidée et prospective sur trois ans (a minima).

Cette dernière analyse est destinée à mesurer finement l'évolution des dépenses et recettes intercommunales en Fonctionnement et en Investissement sur les exercices 2025-2026-2027. Les services compétents de l'intercommunalité procèderont à ces travaux. Les conclusions de cette

analyse permettront d'apprécier les capacités financières de l'intercommunalité dans la mise en place d'un nouvel accompagnement financier intercommunal.

### 4. Suivi de l'action

Dans le cadre du bilan annuel de réalisation du présent Pacte financier et fiscal, un focus sera réalisé, présenté aux membres de l'instance de gouvernance du Pacte et il rendra compte :

- Du nombre de dossiers de demande de fonds de concours déposés ;
- Du nombre et de l'identité des communes demandeuses ;
- De l'objet et des typologies de projets d'équipement proposés par les communes ;
- Du montant des projets proposés ;
- De la part représentée par le fonds de concours intercommunal dans le montant global du projet et dans le montant des financements extérieurs ;
- De l'état d'avancement des projets ayant bénéficié du dispositif ;



C. Accentuer la mutualisation des achats entre collectivités du territoire (action 3)

1. Proposition

Accentuer le dispositif de mutualisation des achats entre collectivités volontaires. Conscients de la progression et de l'importance des charges induites par la réalisation de l'action publique sur les derniers exercices, les représentants du territoire souhaitent saisir l'opportunité offerte par la forme du groupement de commande et positionner l'intercommunalité comme outil de « massification » des achats récurrents des collectivités.

2. Objectifs poursuivis

Trois objectifs sont poursuivis au travers de la présente action :

1. Garantir une mise en concurrence suffisante dans le cadre des procédures de commande publique
2. Réaliser des économies d'échelle
3. Faire monter en ingénierie et en compétence les acteurs opérationnels du groupement de commande

3. Conditions de mise en œuvre

La mise en œuvre de la présente action repose sur les étapes suivantes :

- Identification des achats récurrents des collectivités du territoire (par l'intermédiaire d'un sondage ou questionnaire) ;
- Identification et validation d'un premier achat cible ;
- Identification et association des collectivités intéressées ;
- Rédaction de la convention constitutive du groupement de commande
- Adoption de la convention de groupement de commande par délibérations des partenaires
- Lancement de la procédure de commande publique.

4. Suivi de l'action

Un focus spécifique sera réalisé sur la mise en œuvre de l'action de mutualisation des achats. Au travers de ce focus, l'instance de gouvernance du Pacte pourra examiner :

- Le ou les besoin(s) objet du ou des groupement(s) de commande ;
- Le nombre de collectivités intéressées ;
- Le montant de commandes réalisées sur l'année ;
- L'estimation d'économies réalisées par l'intermédiaire du dispositif de groupement de commande ;
- La durée des procédures de commande publique mises en place ;
- Le temps passé par les services compétents pour gérer la ou les procédures

D. Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux (action 4)

1. Proposition

Les collectivités du bloc communal connaissant depuis plusieurs années une série de réformes financières et fiscales (ex : réforme du panier fiscal économique, réforme de la Taxe d'Habitation, réforme des indicateurs financiers), il devient essentiel de maîtriser, analyser et suivre les mouvements en recettes et en dépenses susceptibles d'impacter le budget de ces dernières. Par ailleurs, la recherche de financements extérieurs (ex : subventions) se révèle lourde et complexe pour certaines communes membres de l'intercommunalité. La présente action consiste par conséquent à mettre à disposition des collectivités du territoire un temps d'agent spécialisé en matière d'analyse, de conseil dans les domaines financiers et fiscaux.

2. Objectif(s) poursuivis

La mise en œuvre de cette action poursuit quatre objectifs :

- Tendre vers une transparence des données financières et fiscales des collectivités ;
- Améliorer le niveau de maîtrise des sujets financiers et fiscaux ;
- Offrir aux représentants des collectivités, lorsque la situation le permet :
  - o Un appui dans la recherche et la sollicitation de financements extérieurs ;
  - o La mobilisation de certains leviers d'action et d'optimisation ;
- Répondre aux interrogations des décideurs.

3. Conditions de mise en œuvre

La mise en œuvre de cette action repose sur les étapes suivantes :

1. Recueil des besoins en ingénierie financière auprès des collectivités du territoire ;
2. Estimation de la charge temps nécessaire au traitement des besoins collectés ;
3. Identification de l'agent susceptible de répondre à ces besoins compte tenu du volume de la charge estimée ;
4. Organisation et formalisation de la mise à disposition de l'agent ;
5. Etablissement du plan de charge annuel de l'agent ;
6. Communication aux représentants des conditions de la mise à disposition du temps d'agent spécialisé (périmètre d'intervention de l'agent, estimation du temps dédié, plan de charge, conditions de saisine et coût refacturé pour les collectivités demandeuses).

4. Suivi de l'action

Un état synthétique des réalisations liées à l'action sera réalisé par l'agent, faisant apparaître :

- Les actions engagées par l'agent (ex : rapports d'analyse, notes ou tableaux réalisés...) ;
- Le nombre ainsi que l'identité des collectivités accompagnées (nombre de sollicitations et réponses apportées par collectivité) ;
- Le temps de traitement des sollicitations par collectivité ;
- Les solutions susceptibles d'être mises en place pour traiter les mêmes difficultés rencontrées par différentes collectivités du territoire.

**E. Stabiliser le niveau des attributions de compétence en dehors des cas de transfert ou restitution de compétence (action 5)**

**1. Proposition**

Les représentants de l'intercommunalité ont toujours cherché à apporter une réponse adaptée et pertinente aux besoins d'intérêt général rencontrés sur le territoire. Si le principe de neutralité budgétaire du transfert de compétence a permis de garantir la continuité d'exercice des compétences, certains accords « dérogatoires » ont introduit une différenciation ainsi qu'une « volatilité » de certains montants d'attributions de compétence.

Au travers de la présente action, il est proposé de confirmer le niveau d'intégration fiscale de l'intercommunalité et « geler » les attributions de compensation au niveau constaté en 2024.

Cette proposition est formulée sous réserve :

- des ajustements d'attributions nécessaires au versement du fonds d'aide aux communes ;
- des potentiels transferts ou restitutions de compétences susceptibles d'intervenir sur les prochaines années.

**2. Objectifs poursuivis**

Plusieurs objectifs sont poursuivis au travers de cet engagement :

- Mettre fin à l'évolution annuelle d'attributions de compensation constatée ;
- A moyen terme, conduire les représentants des collectivités à arrêter un niveau de service pertinent au regard des attentes de l'usagers, de l'administré, des collectivités et des capacités financières de l'intercommunalité ;
- Limiter voire concentrer les travaux des membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) sur les seuls sujets ou chantiers prioritaires.

**3. Conditions de mise en œuvre**

Un simple accord des représentants des collectivités au travers du vote du présent Pacte permet d'engager l'action et de responsabiliser les décideurs locaux quant au respect de cette mesure. Les représentants de l'intercommunalité comme ceux de la CLECT s'engagent ainsi à respecter un principe de stabilité des attributions de compensation dans le temps (hors cas de restitution ou transfert de compétence).

**4. Suivi de l'action**

Un focus spécifique sera réalisé et soumis aux membres de l'instance de gouvernance du Pacte. Ce document établira un bilan de l'action et présentera :

- Les mesures prises par l'intercommunalité pour éviter la révision d'attributions de compensation en dehors de tout cas de transfert ou restitution de compétence ;
- Les travaux réalisés par la CLECT sur l'exercice de référence.

**F. Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence (action 6)**

**1. Proposition**

L'intercommunalité répondant au régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU), tout transfert de compétence est accompagné d'un transfert de charges organisé par ajustement des montants d'attributions de compensation.

Le régime applicable à l'évolution des attributions de compensation étant relativement ancien et complexe, il est proposé d'établir un document « repère » rappelant :

1. L'évolution des attributions de compensation par commune depuis l'année 2013 ;
2. Les règles et procédures de droit commun et dérogatoires utilisées par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) pour aboutir au montant actuel des attributions de compensation communales.

**2. Objectifs poursuivis**

Les objectifs poursuivis par cette action sont les suivants :

- Tracer l'évolution des attributions de compensation par commune, le montant de ces dernières faisant régulièrement l'objet d'interrogations ;
- Rappeler les principes et les méthodes qui ont guidés les membres des Commissions Locales d'Evaluation des Charges Transférées dans leurs travaux.
- Rappeler le principe selon lequel une fois fixées par le passé, les attributions de compensation sont figées dans le temps (hors transfert ou restitution de compétences).

**3. Conditions de mise en œuvre**

La mise en œuvre de cette action repose sur un travail de reprise de la documentation établie par les représentants des différentes CLECT et des collectivités qui se sont succédés dans le temps pour faire évoluer les attributions de compensation au rythme des transferts de charges.

Les étapes de réalisation de cette action sont les suivantes :

- Identification de l'agent responsable des travaux de production et de reconstitution ;
- Collecte de la documentation « source » nécessaire ;
- Analyse documentaire, réalisation d'entretiens avec les acteurs de la CLECT ;
- Formalisation du document « repère », présentation et validation en CLECT ;
- Présentation du document « repère » en Conférence des Maires ;

**4. Suivi de l'action**

Les repères clés de l'action et en particulier le niveau d'avancement de réalisation du document « repère » seront présentés aux membres de l'instance de gouvernance, étant entendu que les actions posées et actées à l'origine, reflets des choix et des engagements des élu-e-s alors en charge des collectivités, ne peuvent plus, en toute hypothèse, être remises en cause.



G. Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses intercommunales (action 7)

1. Proposition

L'intercommunalité s'est engagée depuis plusieurs années dans une politique d'équipement ambitieuse, volontariste répondant aux attentes et besoins des acteurs du territoire comme à ses enjeux. Une programmation pluriannuelle des dépenses (ou Plan pluriannuel d'investissement) a déjà été initiée pour organiser, dans le temps, les opérations intercommunales en matière d'assainissement. Cette logique de planification, d'anticipation et de maîtrise des dépenses intercommunales sera dupliquée sur l'ensemble des dépenses intercommunales d'équipement, à minima sur une période de trois exercices pour déterminer les autorisations de programme et crédits de paiements qui en découlent.

2. Objectifs poursuivis

L'intégration d'une approche pluriannuelle dans la gestion budgétaire au niveau intercommunal vise à poursuivre plusieurs objectifs :

- Se doter d'un document/outil permettant de disposer d'une vision globale des projets ;
- Permettre aux représentants de la collectivité intercommunale d'arbitrer ;
- Anticiper la mobilisation de leviers en cas de problématique de financement.

3. Conditions de mise en œuvre

Les étapes de réalisation de cette action pourront être progressives et seront les suivantes :

- Identification de l'agent responsable des travaux ;
- Collecte de la documentation nécessaire à l'analyse financière rétrospective ;
- Collecte des actions / projets / opérations intercommunales en cours et à venir ;
- Analyses rétrospectives et prospectives enrichies par la réalisation d'entretiens avec les services compétents et représentants de l'intercommunalité ;
- Formalisation d'un programme pluriannuel déclinant, par compétence, la nature, le montant, le calendrier des projets et opérations proposés ;
- Présentation du programme pluriannuel consolidé et validation ou ajustement des choix à opérer avec les représentants de l'intercommunalité ;
- Présentation et communication du programme pluriannuel aux représentants de l'intercommunalité ;

4. Suivi de l'action

Les plans pluriannuels établis en investissement seront croisés avec l'examen des capacités financières intercommunales permettant de définir les conditions de mise à jour du présent Pacte (Révision, actualisation, ajustements).

III. Le calendrier du Pacte financier et Fiscal de Vitry  
Champagne et Der

Actions du Pacte	Préparation	Engagement de l'action
Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024 (si conditions réunies) NB : l'enveloppe et le montant du fonds par commune seront réétudiés pour application sur les années suivantes
Optimiser les recettes d'investissement des communes	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024 (si conditions réunies)
Accentuer la mutualisation entre collectivités du territoire	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	3 <sup>ème</sup> trimestre 2025
Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	3 <sup>ème</sup> trimestre 2025
Stabiliser le niveau des attributions de compensation (hors cas de transfert ou restitution de compétence)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	1 <sup>er</sup> trimestre 2025 (CLECT)
Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	1 <sup>er</sup> trimestre 2025
Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	1 <sup>er</sup> trimestre 2025
Installer la gouvernance du Pacte	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	1 <sup>er</sup> trimestre 2025

XXX – action projetée en 2024

XXX – action projetée en 2025



IV. La gouvernance du Pacte Financier et Fiscal de Vitry  
Champagne et Der

Le Pacte financier et fiscal des collectivités du territoire Vitry Champagne et Der est établi sur une première période de trois exercices (2024-2026) durant lesquels son actualisation, son suivi et son évaluation sont placés sous la responsabilité d'une gouvernance collégiale, partagée entre :

- La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées : en charge des travaux de suivi, d'évaluation des actions du Pacte et de mise à jour des données sur lesquelles s'appuie le reversement financier aux communes (Action A) ;
- Le Bureau communautaire : consulté pour avis avant toute prise de décision du Conseil communautaire
- La Conférence des Maires : consultée sur la base des travaux et avis de la CLECT nécessaires à l'actualisation du Pacte ;
- Le Conseil communautaire : instance de décision finale, décision éclairée par les travaux amont de la CLECT et les observations de la Conférence des Maires.

La CLECT réalise par conséquent chaque année au cours du 1<sup>er</sup> trimestre :

- La mise à jour des données nécessaires au calcul du reversement en fonctionnement aux communes membres (pour l'année considérée) ;
- Une évaluation ainsi qu'un bilan de la réalisation de chacune des actions du Pacte.

Dans le prolongement des travaux de la CLECT, le bureau communautaire ainsi qu'une Conférence des Maires est organisée afin de rendre compte du bilan de réalisation du Pacte sur l'année. Le Conseil communautaire est informé des travaux de la CLECT, des observations exprimées par les membres du Bureau communautaire, de la Conférence des Maires avant de valider les orientations à donner au Pacte financier et fiscal pour l'exercice qui suit.

Il est à noter que le Pacte financier et fiscal pourra être mis à jour en fonction des changements législatifs, de l'évolution des dispositifs nationaux et bénéficie d'une clause de revoyure annuelle permettant de tenir compte :

- De tout changement d'ordre organisationnel, financier ou fiscal de nature à remettre en cause les capacités de l'intercommunalité à porter la charge de tout ou partie des actions du présent Pacte.
- De la charge de nouvelles compétences, des transferts de compétences, de leurs impacts et d'établir les ajustements nécessaires tant en fonctionnement qu'en investissement ;

Cette clause de revoyure est actionnée sur demande de M. le Président de l'intercommunalité ou des deux tiers des communes membres.

V. Annexe 1. Reversement financier en fonctionnement prévu en  
année 1

En euros (€)		PF	DSU	DSR	DNP	FPIC 2023	RE + PF + DSU + DSR + DNP	Hypothèse de reversement aux communes
Communes	Population DGF	Potentiel financier	Dotations de solidarité urbaine	Dotations de solidarité rurale	Dotations Régionales de Péréquation	Fonds de péréquation des Ressources Intercommunales et Communales	(Effort fiscal Indicateur de ressources aligné (R2))	
ABLANCOURT	171	176 714	-	4 249	0	-197	0,8410	180 963
ARZILLIÈRES-NEUVILLE	336	298 278	-	8 675	0	591	0,9106	306 953
AULNAY-L'AÎTRE	198	198 223	-	4 149	0	-107	0,8758	202 272
BIGNICOURT-SUR-MARNE	377	357 166	-	4 706	0	193	1,0567	361 872
BLACY	644	713 779	-	14 040	0	-1607	0,9750	727 819
BLASÉ-SOUS-ARZILLIÈRES	327	312 912	-	5 927	0	105	0,8545	318 839
BREBAN	81	83 346	-	2 567	0	-263	0,7465	95 913
CHAPELAINE	55	75 828	-	2 231	0	-374	0,4645	78 059
CHATELRAIGLO-SAINT-LOUVET	255	307 287	-	8 913	0	-1051	0,6736	316 200
CHAUSSEE-SUR-MARNE	794	762 125	-	20 664	0	208	0,9320	782 789
COOLE	155	354 540	-	-	0	-2853	0,7026	354 540
CORBEIL	102	114 135	-	3 122	0	-274	0,9214	117 257
COURDEMANGES	401	441 606	-	7 513	0	-951	0,6713	449 119
COUVROT	839	1 404 354	-	-	0	-9136	0,9792	1 404 354
DROUILLY	147	144 127	-	3 255	0	-21	0,9449	147 382
FRIGNICOURT	1 835	1 811 260	-	23 809	0	-499	0,9403	1 835 069
GLANNES	189	217 935	-	4 939	0	-617	0,6520	222 874
HUIRON	305	344 180	-	6 629	0	-867	0,7111	350 809
HUMBALVILLE	77	99 312	-	2 011	0	-420	0,0936	101 323
LEIGNON	125	125 292	-	4 018	0	-70	0,5591	129 310
LOISY-SUR-MARNE	1 139	1 060 387	-	22 020	0	965	1,0757	1 082 407
MAISONS-EN-CHAMPAGNE	557	678 272	-	13 570	0	-2409	0,8552	691 842
MARGERIE-HANCOURT	178	253 446	-	9 046	0	-1328	0,7147	262 502
MAROLLES	874	1 462 367	-	-	0	-9510	0,5998	1 462 367
MED-TIERCELIN	170	210 106	-	4 621	0	-785	0,9934	214 727
PRINGY	445	713 291	-	-	0	-4426	0,7891	713 291
RIVIERES-HENRIEL	173	181 939	-	7 116	0	-257	0,9439	189 055
SAINT-CHERON	62	75 357	-	3 657	0	-266	0,9737	79 014
SAINT-OUEN-DOMPROT	207	267 917	-	4 491	0	-1145	1,1192	272 408
SAINT-UTIN	78	98 501	-	2 319	0	-193	0,6749	100 820
SOMPUIS	287	348 590	-	21 602	0	-1227	1,0031	370 192
SOVVOIS	209	254 132	-	5 681	0	-801	0,8468	260 013
SONGY	274	392 458	-	6 643	0	-2077	0,8503	399 101
SOU LANGES	473	411 358	-	11 322	-	1019	1,0700	422 680
VITRY-LE-FRANCOIS	11 813	13 362 975	-	-	-	97183	1,4497	18 590 463
TOTAL	24 352		4 527 495	834 435	109 073	56 233	0,8676	33 594 658
Agence								43 320
Moyenne								1 238
Indicateur (R2) = FPIC / habitant inférieur à la moyenne calculée sur les communes membres								



## Préambule

Le présent document, fruit des réflexions et de travaux collectifs menés en 2023 et 2024 pour répondre initialement à une obligation législative<sup>1</sup>, rend compte de la volonté des décideurs locaux d'établir un « outil » à la fois stratégique et opérationnel nécessaire au développement du territoire Vitry Champagne et Der.

Dès la première rencontre, il a été rappelé que lors de la création le 1<sup>er</sup> janvier 2013 de la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER par la fusion des communautés de communes de Vitry-le-François, du Mont-Morel et des Quatre Vallées ainsi que de l'adjonction des communes isolées de COUVROT et MARGERIE-HANCOURT, et en dehors de toute démarche de Pacte financier et fiscal, les représentants élus du territoire avaient établi les « fondamentaux » d'une solidarité entre collectivités notamment au travers des choix suivants :

- L'établissement de fonds de concours « descendants » (de la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER vers les communes membres) et « ascendants » (des communes vers la Communauté de Communes VITRY CHAMPAGNE ET DER) liés, d'une manière générale, à certaines opérations d'équipement, retenues par les assemblées délibérantes et de manière spécifique aux bâtiments scolaires communaux mis à disposition de la Communauté de communes ;
  - Le recours à un mode « libre » ou « dérogatoire » d'évaluation des transferts de charges pour fixer les attributions de compensation et ainsi tenir compte de la spécificité de certaines situations communales au moment des transferts de compétences ;
  - Le reversement d'une quote-part (30 % [valeur fixée par la CLECT, à partir de 2023, à la valeur de l'AC 2022]) du produit intercommunal d'IFER éolien aux communes d'implantation avant l'évolution introduite par la loi de finances pour 2019<sup>2</sup> ;
  - L'optimisation des charges de personnel intercommunales par la mutualisation du temps d'agents avec l'administration de la Ville centre.
- De cette base commune, au travers des échanges et de la mesure des enjeux de l'action publique au niveau local, il a été convenu de « penser » et de définir un outil simple, souple et évolutif destiné à confirmer la solidarité territoriale et optimiser la performance de l'action publique<sup>3</sup>.
- Le Pacte financier et fiscal Vitry Champagne et Der est par conséquent conçu comme un outil de gestion dynamique du territoire, organisant :
- Une solidarité financière entre les collectivités ;
  - Une série d'initiatives destinées à sécuriser la continuité de l'action publique ;
  - Une nouvelle approche de la gouvernance financière au sein du bloc communal.

Le présent Pacte concentre ainsi les accords financiers et fiscaux nécessaires à la mise en œuvre des projets portés par les collectivités.

<sup>1</sup> Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, Article 30.

<sup>2</sup> Loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, Article 178.

<sup>3</sup> La notion de bloc communal renvoie à la Communauté de communes Vitry Champagne et Der et ses 35 communes membres.



Prévu pour une première période triennale (2024-2026) il peut évoluer annuellement, selon les choix des décideurs locaux, en fonction des priorités retenues, en lien avec les équilibres financiers tant nationaux que locaux.

Sommaire

I. Les « fondamentaux » du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der ..... 4

    A. La méthode de travail du Pacte ..... 4

    B. Les attentes et objectifs poursuivis par le Pacte ..... 4

    C. Les principes « socles » du Pacte ..... 5

II. Les actions du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der ..... 6

    A. Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents (action 1) ..... 6

    B. Optimiser les recettes d'investissement des communes (action 2) ..... 8

    C. Accentuer la mutualisation des achats entre collectivités du territoire (action 3) ..... 10

    D. Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux (action 4) ..... 11

    E. Stabiliser le niveau des attributions de compensation en dehors des cas de transfert ou restitution de compétence (action 5) ..... 12

    F. Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence (action 6) ..... 13

    G. Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses intercommunales (action 7) ..... 14

III. Le calendrier du Pacte financier et Fiscal de Vitry Champagne et Der ..... 14

IV. La gouvernance du Pacte Financier et Fiscal de Vitry Champagne et Der ..... 16

V. Annexe 1. Reversement en fonctionnement Année 1 ..... 17



## I. Les « fondamentaux » du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der

### A. La méthode de travail du Pacte

La méthodologie retenue pour établir le Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der repose sur les principes suivants :

- Transparence des données, des échanges et des documents ;
- Ecoute individuelle et collective des représentants du territoire ;
- Participation active des décideurs, réunis dans les différents formats d'instance et des représentants de l'administration intercommunale ;
- Co-définition des attentes, des enjeux du territoire, des objectifs et des actions du Pacte.

Trois temps (étapes) ont permis d'intégrer et d'affirmer ces principes méthodologiques :

- Temps 1 – Réalisation d'un état des lieux de l'existant (janvier 2023-février 2023)
- Temps 2 – Evaluation des enjeux, des attentes des collectivités du territoire et identification des objectifs du pacte (mars 2023-mai 2023).
- Temps 3 – Définition du Pacte financier et fiscal Vitry Champagne et Der (juin 2023-septembre 2024).

Dans le cadre de ces trois temps et systématiquement, les représentants de l'intercommunalité et de ses communes membres ont été invités, associés aux travaux au travers des rencontres suivantes :

- 5 réunions du Bureau communautaire (8 février 2023, 5 avril 2023, 16 mai 2023, 4 juillet 2023, 7 mai 2024) ;
- 3 réunions de Conférence des Maires (28 février 2023, 6 avril 2023, 20 juin 2024) ;
- 32 rencontres bilatérales avec les Maires de communes membres, adjoint et/ou secrétaire de Mairie (1<sup>er</sup>, 2, 3, 28 mars et 7 avril 2023) ;
- 3 ateliers de travail associant 25 représentants élus, volontaires de la Communauté de communes et de ses communes membres (6, 7 et 8 juin 2023).

### B. Les attentes et objectifs poursuivis par le Pacte

Plusieurs attentes ont été identifiées sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023, en termes de :

- Solidarité entre les collectivités du territoire ;
- Optimisation des ressources ;
- Mutualisation des achats et de temps d'agents ;
- Communication pour une meilleure visibilité externe et un partage des informations en interne pour plus de transparence ;
- Protection des équilibres financiers du bloc communal.

Une traduction de ces attentes a permis d'assigner au présent Pacte financier et fiscal, cinq objectifs à satisfaire sur la première période d'application à savoir sur les exercices 2024, 2025 et 2026 :

1. Réduire les disparités de charges et de recettes entre communes du territoire ;
2. Accompagner l'intervention des collectivités en matière d'équipement sur le territoire ;
3. Mettre en commun les moyens afin d'optimiser l'exercice des compétences intercommunales, le fonctionnement des services et rationaliser les coûts ;
4. Confirmer le niveau d'intégration intercommunale ;
5. Poser les conditions d'un pilotage performant des interventions publiques sur le territoire Vitry Champagne et Der.

Le suivi, l'évaluation et l'actualisation des objectifs du Pacte est prévue annuellement dans le cadre de la gouvernance à mettre en place sur la période 2024-2026.

### C. Les principes « socles » du Pacte

Plusieurs principes « socles » structurent le Pacte :

- Création d'une solidarité Communauté de communes / communes soutenant les interventions en fonctionnement de ces dernières, voire la reconstitution de leur niveau d'épargne (ex : mise en place d'un mécanisme de redistribution en fonctionnement vers certaines communes sur la base d'indicateurs mis à jour annuellement) ;
- Optimisation des recettes communautaires par la mobilisation des sources de financement déjà fléchées (ex : enveloppe financière initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre optique, activation de leviers fiscaux disponibles à l'exclusion du recours au taux de fiscalité directe intercommunale, ...) ;
- Maîtrise du taux d'épargne nette intercommunal sur son budget principal ;
- Maîtrise de l'encours de la dette consolidée de l'intercommunalité afin de garantir une capacité de désendettement ;
- Maîtrise du coût annuel et à venir des politiques communautaires (ex : poursuite de l'exercice des compétences communautaires sur la base des ressources transférées historiquement, mise en place d'une programmation pluriannuelle en investissement comme en fonctionnement) ;
- Poursuite d'une solidarité Communauté de communes / communes au travers de la mise à jour de la politique des fonds de concours communautaires si les ressources intercommunales le permettent.

## II. Les actions du Pacte financier et fiscal de Vitry Champagne et Der

### A. Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents (action 1)

#### 1. Proposition

Instituer à compter de l'exercice 2024 un fonds d'accompagnement en fonctionnement vers les communes satisfaisant deux critères cumulatifs :

- Critère 1 : Présenter un effort fiscal supérieur à la moyenne des efforts fiscaux des communes membres de l'intercommunalité ;
- Critère 2 : Présenter un indicateur de ressources élargi<sup>4</sup> (IRE), complété par le solde FPIC<sup>5</sup>, inférieur à la moyenne constatée sur l'ensemble des communes membres.

Les données utilisées pour procéder au calcul de la répartition du fonds sont :

- Pour l'indicateur de ressources élargi (IRE), les données publiées l'année précédant son versement par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) dans le cadre de la notification des Dotations d'Etat<sup>6</sup> ;
- Pour le FPIC, les données correspondant à la répartition du solde FPIC par commune présentées par la délibération du Conseil communautaire actant la répartition du FPIC l'année précédant le versement du fonds.

Il est convenu que les données nécessaires au calcul de la répartition du fonds soient mises à jour chaque année, dès publication ou communication par les services compétents de l'Etat.

#### Année 2024

Il est proposé de retenir une enveloppe financière de 300 000 € (montant maximum) à répartir entre les communes satisfaisant les critères précités compte tenu des données publiées en 2023.

La répartition de ce fonds d'accompagnement entre les différentes communes membres pour l'année 2024 est communiquée en Annexe I du présent document.

<sup>4</sup> Code Général des Collectivités Territoriales, Article L.2334-4-IV Alinéa 2, « L'indicateur de ressources élargi d'une commune est égal à son potentiel financier majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale ou de la dotation de solidarité rurale et de la dotation nationale de péréquation prévues à l'article L. 2334-13 du présent code. Il est augmenté, le cas échéant, des versements reçus des fonds départementaux ou métropolitains en application du II de l'article 1649 A du code général des impôts ».

<sup>5</sup> Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes.

<sup>6</sup> Les données utilisées pour le calcul et la répartition du fonds sont des critères de répartition des dotations publiés par les services de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) ou printemps de chaque année. Ces données sont librement accessibles sur le site : <http://www.donations-dgcl.interieur.gouv.fr>

#### Années suivantes

Il est proposé que le montant de l'enveloppe dédiée au fonds soit maintenu sous réserve d'un montant suffisant des ressources mobilisées pour bonne application du Pacte à savoir :

1. L'enveloppe intercommunale initialement dédiée au financement du déploiement de la fibre sur le territoire ;
2. Une quote-part (40%) des enveloppes communales dédiées au financement du déploiement de la fibre ;
3. Le produit supplémentaire généré par l'optimisation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) ;
4. Le produit d'une nouvelle taxe instituée par l'intercommunalité dès les premières années d'application du présent Pacte : La Taxe sur les Friches Commerciales (TFC) ;
5. Le produit de la Taxe Locale sur les Publicités Extérieures (TLPE) instituée à l'échelle intercommunale déduction faite de la compensation du produit de TLPE perçu initialement par la Ville de Vitry-le-François en 2024 ;

Selon l'effectivité des ressources réellement perçues, l'enveloppe peut être réajustée en conséquence (hors première année d'application du Pacte).

#### 2. Objectif(s) poursuivi(s)

Soutenir les communes qui présentent une faiblesse de recettes de fonctionnement, objectivée au regard de la moyenne constatée, sur l'ensemble des communes membres de l'intercommunalité.

#### 3. Conditions de mise en œuvre de l'action

Il est convenu de mettre en œuvre la présente action au travers des étapes suivantes :

- La révision dite « libre » des attributions de compensation des communes membres<sup>7</sup> avec restitution aux communes de 60% de l'enveloppe annuelle initialement dédiée à la fibre (période 2019 – 2023) et affectation du solde (soit 40%) vers le fonds.
- La réallocation du montant de l'ancienne enveloppe intercommunale dédiée au déploiement de la fibre sur le territoire vers le fonds d'accompagnement aux communes.
- La mobilisation de nouvelles ressources nécessaires au financement du fonds par délibération du Conseil communautaire prise avant le 1<sup>er</sup> octobre<sup>8</sup> et avant le 1<sup>er</sup> juillet<sup>9</sup> de l'année sur le territoire des communes membres.

#### 4. Suivi de l'action

Un suivi de l'action sera réalisé par un représentant du service finances de l'intercommunalité et présentée à l'instance de gouvernance du Pacte. Ainsi, les membres de l'instance dédiée pourront disposer d'une vue des actions, des initiatives, des projets rendus possibles et/ou accompagnés par le fonds d'accompagnement sur l'année de versement.

<sup>7</sup> Code Général des Impôts, Article 1603 notions C.V 1<sup>er</sup> bis.

<sup>8</sup> Modulation du coefficient de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) et Institution de la Taxe sur les Friches Commerciales (TFC) par l'intercommunalité.

<sup>9</sup> Institution de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) par l'intercommunalité.



## B. Optimiser les recettes d'investissement des communes (action 2)

### 1. Proposition

Poursuivre l'accompagnement financier de projets communaux au travers d'un dispositif de fonds de concours « mis à jour » et sous deux conditions cumulatives :

1.1 Que les projets communaux répondent aux conditions de fond et de forme prescrites par le nouveau règlement de fonds de concours à venir.

ET

1.2 Que les ressources intercommunales sur les premières années d'application du présent Pacte financier et fiscal le permettent ;

Un règlement de fonds de concours sera donc travaillé à compter du dernier trimestre 2024, qui précisera les conditions de fond et de forme du nouveau dispositif.

Ensuite, une analyse financière prospective sera engagée avant le 31 décembre de chaque année, afin de déterminer les capacités, notamment financières, de l'intercommunalité à soutenir l'équipement des communes.

### 2. Objectif(s) poursuivi(s)

Soutenir les communes membres de l'intercommunalité dans leurs projets d'équipement.

### 3. Conditions de mise en œuvre

La réalisation de l'action repose, comme il a été vu, sur plusieurs étapes :

#### 1. Procéder à la définition d'un règlement de fonds de concours

Un règlement de fonds de concours sera établi par les services compétents de l'intercommunalité afin de préciser :

- a. Le cadre juridique et comptable du dispositif ;
- b. L'enveloppe financière et sa répartition ;
- c. Les modalités d'attribution et de gestion des fonds de concours
  - i. Les conditions générales d'éligibilité (dont condition liée à l'objet du projet présenté) ;
  - ii. Les conditions de dépôt des demandes d'aide ;
  - iii. Les conditions d'examen et d'instruction des projets ;
  - iv. Les conditions d'attribution et de formalisation ;
  - v. Les modalités de versement ;
  - vi. Les règles de caducité, résiliation et cas de restitution
  - vii. Le formulaire de demande d'aide à adresser à l'instance décisionnelle (Commission spéciale)

#### 2. Réaliser une analyse financière consolidée et prospective sur trois ans (a minima).

Cette dernière analyse est destinée à mesurer finement l'évolution des dépenses et recettes intercommunales en fonctionnement et en investissement sur les exercices 2025-2026-2027. Les services compétents de l'intercommunalité procèderont à ces travaux. Les conclusions de cette

analyse permettront d'apprécier les capacités financières de l'intercommunalité dans la mise en place d'un nouvel accompagnement financier Intercommunal.

### 4. Suivi de l'action

Dans le cadre du bilan annuel de réalisation du présent Pacte financier et fiscal, un focus sera réalisé, présenté aux membres de l'instance de gouvernance du Pacte et il rendra compte :

- Du nombre de dossiers de demande de fonds de concours déposés ;
- Du nombre et de l'identité des communes demandeuses ;
- De l'objet et des typologies de projets d'équipement proposés par les communes ;
- Du montant des projets proposés ;
- De la part représentée par le fonds de concours intercommunal dans le montant global du projet et dans le montant des financements extérieurs ;
- De l'état d'avancement des projets ayant bénéficié du dispositif ;

**C. Accentuer la mutualisation des achats entre collectivités du territoire (action 3)**

**1. Proposition**

Accentuer le dispositif de mutualisation des achats entre collectivités volontaires. Conscients de la progression et de l'importance des charges induites par la réalisation de l'action publique sur les derniers exercices, les représentants du territoire souhaitent saisir l'opportunité offerte par la forme du groupement de commande et positionner l'intercommunalité comme outil de « massification » des achats récurrents des collectivités.

**2. Objectifs poursuivis**

Trois objectifs sont poursuivis au travers de la présente action :

1. Garantir une mise en concurrence suffisante dans le cadre des procédures de commande publique
2. Réaliser des économies d'échelle
3. Faire monter en ingénierie et en compétence les acteurs opérationnels du groupement de commande

**3. Conditions de mise en œuvre**

La mise en œuvre de la présente action repose sur les étapes suivantes :

- Identification des achats récurrents des collectivités du territoire (par l'intermédiaire d'un sondage ou questionnaire) ;
- Identification et validation d'un premier achat cible ;
- Identification et association des collectivités intéressées ;
- Rédaction de la convention constitutive du groupement de commande
- Adoption de la convention de groupement de commande par délibérations des partenaires
- Lancement de la procédure de commande publique.

**4. Suivi de l'action**

Un focus spécifique sera réalisé sur la mise en œuvre de l'action de mutualisation des achats. Au travers de ce focus, l'instance de gouvernance du Pacte pourra examiner :

- Le ou les besoin(s) objet du ou des groupement(s) de commande ;
- Le nombre de collectivités intéressées ;
- Le montant de commandes réalisées sur l'année ;
- L'estimation d'économies réalisées par l'intermédiaire du dispositif de groupement de commande ;
- La durée des procédures de commande publique mises en place ;
- Le temps passé par les services compétents pour gérer la ou les procédures

**D. Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux (action 4)**

**1. Proposition**

Les collectivités du bloc communal connaissent depuis plusieurs années une série de réformes financières et fiscales (ex : réforme du panier fiscal économique, réforme de la Taxe d'Habitation, réforme des indicateurs financiers), il devient essentiel de maîtriser, analyser et suivre les mouvements en recettes et en dépenses susceptibles d'impacter le budget de ces dernières. Par ailleurs, la recherche de financements extérieurs (ex : subventions) se révèle lourde et complexe pour certaines communes membres de l'intercommunalité. La présente action consiste par conséquent à mettre à disposition des collectivités du territoire un temps d'agent spécialisé en matière d'analyse, de conseil dans les domaines financiers et fiscaux.

**2. Objectif(s) poursuivis**

La mise en œuvre de cette action poursuit quatre objectifs :

- Tendre vers une transparence des données financières et fiscales des collectivités ;
- Améliorer le niveau de maîtrise des sujets financiers et fiscaux ;
- Offrir aux représentants des collectivités, lorsque la situation le permet :
  - o Un appui dans la recherche et la sollicitation de financements extérieurs ;
  - o La mobilisation de certains leviers d'action et d'optimisation ;
- Répondre aux interrogations des décideurs.

**3. Conditions de mise en œuvre**

La mise en œuvre de cette action repose sur les étapes suivantes :

1. Recueil des besoins en ingénierie financière auprès des collectivités du territoire ;
2. Estimation de la charge temps nécessaire au traitement des besoins collectés ;
3. Identification de l'agent susceptible de répondre à ces besoins compte tenu du volume de la charge estimée ;
4. Organisation et formalisation de la mise à disposition de l'agent ;
5. Etablissement du plan de charge annuel de l'agent ;
6. Communication aux représentants des conditions de la mise à disposition du temps d'agent spécialisé (périmètre d'intervention de l'agent, estimation du temps dédié, plan de charge, conditions de saisine et coût refacturé pour les collectivités demandeuses).

**4. Suivi de l'action**

Un état synthétique des réalisations liées à l'action sera réalisé par l'agent, faisant apparaître :

- Les actions engagées par l'agent (ex : rapports d'analyse, notes ou tableaux réalisés...) ;
- Le nombre ainsi que l'identité des collectivités accompagnées (nombre de sollicitations et réponses apportées par collectivité) ;
- Le temps de traitement des sollicitations par collectivité ;
- Les solutions susceptibles d'être mises en place pour traiter les mêmes difficultés rencontrées par différentes collectivités du territoire.



**E. Stabiliser le niveau des attributions de compensation en dehors des cas de transfert ou restitution de compétence (action 5)**

**1. Proposition**

Les représentants de l'intercommunalité ont toujours cherché à apporter une réponse adaptée et pertinente aux besoins d'intérêt général rencontrés sur le territoire. Si le principe de neutralité budgétaire du transfert de compétence a permis de garantir la continuité d'exercice des compétences, certains accords « dérogatoires » ont introduit une différenciation ainsi qu'une « volatilité » de certains montants d'attributions de compensation.

Au travers de la présente action, il est proposé de confirmer le niveau d'intégration fiscale de l'intercommunalité et « geler » les attributions de compensation au niveau constaté en 2024.

Cette proposition est formulée sous réserve :

- des ajustements d'attributions nécessaires au versement du fonds d'aide aux communes ;
- des potentiels transferts ou restitutions de compétences susceptibles d'intervenir sur les prochaines années.

**2. Objectifs poursuivis**

Plusieurs objectifs sont poursuivis au travers de cet engagement :

- Mettre fin à l'évolution annuelle d'attributions de compensation constatée ;
- A moyen terme, conduire les représentants des collectivités à arrêter un niveau de service pertinent au regard des attentes de l'usagers, de l'administré, des collectivités et des capacités financières de l'intercommunalité ;
- Limiter voire concentrer les travaux des membres de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) sur les seuls sujets ou chantiers prioritaires.

**3. Conditions de mise en œuvre**

Un simple accord des représentants des collectivités au travers du vote du présent Pacte permet d'engager l'action et de responsabiliser les décideurs locaux quant au respect de cette mesure. Les représentants de l'intercommunalité comme ceux de la CLECT s'engagent ainsi à respecter un principe de stabilité des attributions de compensation dans le temps (hors cas de restitution ou transfert de compétence).

**4. Suivi de l'action**

Un focus spécifique sera réalisé et soumis aux membres de l'instance de gouvernance du Pacte. Ce document établira un bilan de l'action et présentera :

- Les mesures prises par l'intercommunalité pour éviter la révision d'attributions de compensation en dehors de tout cas de transfert ou restitution de compétence ;
- Les travaux réalisés par la CLECT sur l'exercice de référence.

**F. Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence (action 6)**

**1. Proposition**

L'intercommunalité répondant au régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU), tout transfert de compétence est accompagné d'un transfert de charges organisé par ajustement des montants d'attributions de compensation.

Le régime applicable à l'évolution des attributions de compensation étant relativement ancien et complexe, il est proposé d'établir un document « repère » rappelant :

1. L'évolution des attributions de compensation par commune depuis l'année 2013 ;
2. Les règles et procédures de droit commun et dérogatoires utilisées par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) pour aboutir au montant actuel des attributions de compensation communales.

**2. Objectifs poursuivis**

Les objectifs poursuivis par cette action sont les suivants :

- Tracer l'évolution des attributions de compensation par commune, le montant de ces dernières faisant régulièrement l'objet d'interrogations ;
- Rappeler les principes et les méthodes qui ont guidés les membres des Commissions Locales d'Evaluation des Charges Transférées dans leurs travaux.
- Rappeler le principe selon lequel une fois fixées par le passé, les attributions de compensation sont figées dans le temps (hors transfert ou restitution de compétences).

**3. Conditions de mise en œuvre**

La mise en œuvre de cette action repose sur un travail de reprise de la documentation établie par les représentants des différentes CLECT et des collectivités qui se sont succédés dans le temps pour faire évoluer les attributions de compensation au rythme des transferts de charges.

Les étapes de réalisation de cette action sont les suivantes :

- Identification de l'agent responsable des travaux de production et de reconstitution ;
- Collecte de la documentation « source » nécessaire ;
- Analyse documentaire, réalisation d'entretiens avec les acteurs de la CLECT ;
- Formalisation du document « repère », présentation et validation en CLECT ;
- Présentation du document « repère » en Conférence des Maires ;

**4. Suivi de l'action**

Les repères clés de l'action et en particulier le niveau d'avancement de réalisation du document « repère » seront présentés aux membres de l'instance de gouvernance, étant entendu que les actions posées et actées à l'origine, reflets des choix et des engagements des élu-e-s alors en charge des collectivités, ne peuvent plus, en toute hypothèse, être remises en cause.

G. Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses intercommunales (action 7)

1. Proposition

L'intercommunalité s'est engagée depuis plusieurs années dans une politique d'équipement ambitieuse, volontariste répondant aux attentes et besoins des acteurs du territoire comme à ses enjeux. Une programmation pluriannuelle des dépenses (ou Plan pluriannuel d'investissement) a déjà été initiée pour organiser, dans le temps, les opérations intercommunales en matière d'assainissement. Cette logique de planification, d'anticipation et de maîtrise des dépenses intercommunales sera dupliquée sur l'ensemble des dépenses intercommunales d'équipement, à minima sur une période de trois exercices pour déterminer les autorisations de programme et crédits de paiements qui en découlent.

2. Objectifs poursuivis

L'intégration d'une approche pluriannuelle dans la gestion budgétaire au niveau intercommunal vise à poursuivre plusieurs objectifs :

- Se doter d'un document/outil permettant de disposer d'une vision globale des projets ;
- Permettre aux représentants de la collectivité intercommunale d'arbitrer ;
- Anticiper la mobilisation de leviers en cas de problématique de financement.

3. Conditions de mise en œuvre

Les étapes de réalisation de cette action pourront être progressives et seront les suivantes :

- Identification de l'agent responsable des travaux ;
- Collecte de la documentation nécessaire à l'analyse financière rétrospective ;
- Collecte des actions / projets / opérations intercommunales en cours et à venir ;
- Analyses rétrospectives et perspectives enrichies par la réalisation d'entretiens avec les services compétents et représentants de l'intercommunalité ;
- Formalisation d'un programme pluriannuel déclinant, par compétence, la nature, le montant, le calendrier des projets et opérations proposés ;
- Présentation du programme pluriannuel consolidé et validation ou ajustement des choix à opérer avec les représentants de l'intercommunalité ;
- Présentation et communication du programme pluriannuel aux représentants de l'intercommunalité ;

4. Suivi de l'action

Les plans pluriannuels établis en investissement seront croisés avec l'examen des capacités financières intercommunales permettant de définir les conditions de mise à jour du présent Pacte (Révision, actualisation, ajustements).

III. Le calendrier du Pacte financier et Fiscal de Vitry  
Champagne et Der

Actions du Pacte	Préparation	Engagement de l'action
Mettre en place un reversement financier en fonctionnement au profit des communes en s'appuyant sur les indicateurs de ressources les plus pertinents	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024 (si conditions réunies) NB : l'enveloppe et le montant du fonds par commune seront réétudiés pour application sur les années suivantes
Optimiser les recettes d'investissement des communes	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024 (si conditions réunies)
Accentuer la mutualisation entre collectivités du territoire	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	3 <sup>ème</sup> trimestre 2025
Mutualiser un agent intercommunal ou un temps d'agent sur les seuls sujets financiers et fiscaux	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	3 <sup>ème</sup> trimestre 2025
Stabiliser le niveau des attributions de compensation (hors cas de transfert ou restitution de compétence)	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	1 <sup>er</sup> trimestre 2025 (CLECT)
Rappeler les principes posés par l'intercommunalité en matière de transferts de compétence	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	1 <sup>er</sup> trimestre 2025
Mettre en place une Programmation Pluriannuelle des dépenses	1 <sup>er</sup> trimestre 2025	1 <sup>er</sup> trimestre 2025
Installer la gouvernance du Pacte	4 <sup>ème</sup> trimestre 2024	1 <sup>er</sup> trimestre 2025

XXX – action projetée en 2024

XXX – action projetée en 2025



IV. La gouvernance du Pacte Financier et Fiscal de Vitry Champagne et Der

Le Pacte financier et fiscal des collectivités du territoire Vitry Champagne et Der est établi sur une première période de trois exercices (2024-2026) durant lesquels son actualisation, son suivi et son évaluation sont placés sous la responsabilité d'une gouvernance collégiale, partagée entre :

- La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées : en charge des travaux de suivi, d'évaluation des actions du Pacte et de mise à jour des données sur lesquelles s'appuie le reversement financier aux communes (Action A) ;
- Le Bureau communautaire : consulté pour avis avant toute prise de décision du Conseil communautaire
- La Conférence des Maires : consultée sur la base des travaux et avis de la CLECT nécessaires à l'actualisation du Pacte ;
- Le Conseil communautaire : instance de décision finale, décision éclairée par les travaux amont de la CLECT et les observations de la Conférence des Maires.

La CLECT réalise par conséquent chaque année au cours du 1<sup>er</sup> trimestre :

- La mise à jour des données nécessaires au calcul du reversement en fonctionnement aux communes membres (pour l'année considérée) ;
- Une évaluation ainsi qu'un bilan de la réalisation de chacune des actions du Pacte.

Dans le prolongement des travaux de la CLECT, le bureau communautaire ainsi qu'une Conférence des Maires est organisée afin de rendre compte du bilan de réalisation du Pacte sur l'année. Le Conseil communautaire est informé des travaux de la CLECT, des observations exprimées par les membres du Bureau communautaire, de la Conférence des Maires avant de valider les orientations à donner au Pacte financier et fiscal pour l'exercice qui suit.

Il est à noter que le Pacte financier et fiscal pourra être mis à jour en fonction des changements législatifs, de l'évolution des dispositifs nationaux et bénéficie d'une clause de revoyure annuelle permettant de tenir compte :

- De tout changement d'ordre organisationnel, financier ou fiscal de nature à remettre en cause les capacités de l'intercommunalité à porter la charge de tout ou partie des actions du présent Pacte.
- De la charge de nouvelles compétences, des transferts de compétences, de leurs impacts et d'établir les ajustements nécessaires tant en fonctionnement qu'en investissement ;

Cette clause de revoyure est actionnée sur demande de M. le Président de l'intercommunalité ou des deux tiers des communes membres.

V. Annexe 1. Reversement financier en fonctionnement prévu en année 1

En euros (€)	PF	DSU	DSR	ONP	FFIC 2023	RE = PF + DSU + DSR + ONP	Hypothèse de reversement aux communes
Communes	Population DDT	Potentiel Financier	Dotation de solidarité urbaine	Dotation de solidarité rurale	Dotation Régionale de Péréquation	Fonds de péréquation des Ressources Intercommunales et Communes	
ABLANCOURT	171	176 714	-	4 249	0	-197	180 963
ARZILLIERES-NEUVILLE	336	298 278	-	8 675	0	591	306 953
AULNAY-L'AÏRE	198	198 223	-	4 149	0	-107	202 372
BIGNICOURT-SUR-MARNE	377	357 166	-	4 706	0	193	361 872
BLACY	644	713 779	-	14 040	0	-1607	727 819
BLAISE-SOUS-AZILLIERES	327	312 912	-	5 927	0	105	318 839
BREBAN	81	93 346	-	2 567	0	-263	95 913
CHAPELAINE	55	75 878	-	2 231	0	-374	78 059
CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT	255	307 287	-	8 913	0	-1051	316 200
CHAUSSEE-SUR-MARNE	794	762 125	-	20 664	0	208	782 789
COOLE	155	354 540	-	-	0	-2453	354 540
CORBELL	102	114 135	-	3 122	0	-274	117 257
COURDEVANGES	401	441 606	-	7 513	0	-951	449 119
COUVROT	839	1 404 354	-	-	0	-9136	1 404 354
DROUILLY	147	144 127	-	3 255	0	-21	147 381
FRIGNICOURT	1 835	1 811 260	-	23 809	0	-499	1 835 069
GLANNES	189	217 935	-	4 939	0	-617	222 874
HUIRON	305	344 150	-	6 629	0	-867	350 809
HUMBALVILLE	77	99 312	-	2 011	0	-420	101 321
LIGNON	125	125 292	-	4 018	0	-70	129 310
LOISY-SUR-MARNE	1 139	1 060 387	-	22 020	0	965	1 082 407
MAISONS-EN-CHAMPAGNE	557	678 272	-	13 570	0	-2409	691 842
MARGERIE-HANCOURT	178	253 446	-	9 056	0	-1128	262 502
MAROLLES	874	1 462 367	-	-	0	-9510	1 462 367
MEUX-TIERCELIN	170	210 106	-	4 621	0	-785	214 727
PRINGY	445	713 291	-	-	0	-4426	713 291
RIVIERES-HENRIEL	173	181 939	-	7 116	0	-257	188 955
SAINT-CHERON	62	75 357	-	3 657	0	-266	79 014
SAINT-OUEN-DOMPROT	207	267 917	-	4 491	0	-1145	272 408
SAINT-UTIN	78	98 501	-	2 319	0	-393	100 820
SOVPLUIS	287	348 590	-	21 602	0	-1227	370 192
SOVSUIS	209	254 332	-	5 681	0	-801	260 013
SONGY	274	392 458	-	6 643	0	-2077	399 101
SOULLANGES	473	413 358	-	11 322	-	1019	422 680
VITRY-LE-FRANCOIS	11 813	13 362 975	-	590 820	109 073	971 83	14 054 683
TOTAL	24 352		4 527 495	834 435	109 073	56 233	33 594 638
Moyenne						0,8676	1 238

Légende : Effort fiscal supérieur à la moyenne calculée sur les communes membres  
Indicateur (RE-FFIC) positif inférieur à la moyenne calculée sur les communes membres